

NOM et Prénom de l'élève : | |

Date de naissance | : .../.../.... | L'élève sera mineur majeur au 1^{er} jour de la PFMP

Adresse personnelle : | |

Téléphone : |/..... |

Diplôme préparé : Baccalauréat professionnel Commercialisation et services en restauration

Classe : THR CSR

Période de Formation en Entreprise **N° 6** du 27/02/2023 au 25/03/2023 (4 semaines)

CONVENTION DE PÉRIODE DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL Spécialité Commercialisation et service en Restauration

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 4153-8 et 9, R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles. L 124-1 à 20 et D. 124-1 à D. 124-9,


Vu la délibération du conseil d'administration du lycée en date du **28 Juin 2018** approuvant la convention-type et autorisant le chef d'établissement à conclure au nom de l'établissement toute convention relative aux périodes de formation en milieu professionnel conforme à la convention-type,

ENTRE

L'entreprise (ou l'organisme d'accueil) | : |

Domaine d'activité | : |

Adresse | : |

 | : |

@ (Important : Envoi de la convention) | : |

Représenté(e) par | : | Fonction | : |

atteste avoir adressé à l'inspecteur du travail le / / la déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs prévue à l'article R.4153-41 du code du travail.

D'une part,


ET




LYCÉE DES MÉTIERS DU MARQUENTERRE

2 Rue du marais – BP 40029

80120 RUE

 03.22.25.34.34

 03.22.25.04.88

@ ce.0801739f@ac-amiens.fr

Représenté par **M. OBLIN**, en qualité de **Chef d'établissement**

D'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève de l'établissement désigné, de périodes de formation en milieu professionnel réalisées dans le cadre de l'enseignement professionnel.

Article 2 - Finalité de la formation en milieu professionnel

Les périodes de formation en milieu professionnel correspondent à des périodes temporaires de mise en situation en milieu professionnel au cours desquelles l'élève acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue d'obtenir un diplôme ou une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil (article L.124-1 du code de l'éducation). En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise.

Article 3 - Dispositions de la convention

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière. L'annexe pédagogique définit les objectifs et les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel. L'annexe financière définit les modalités de prise en charge des frais afférents à la période, ainsi que les modalités d'assurance. La convention accompagnée de ses annexes est signée par le chef d'établissement, le représentant de l'entreprise ou l'organisme d'accueil de l'élève, le stagiaire ou, s'il est mineur, par son représentant légal, l'enseignant-référent et le tuteur de stage. La convention est ensuite adressée à la famille pour information.

Article 4 - Statut et obligations de l'élève

L'élève demeure, durant la période de formation en milieu professionnel, sous statut scolaire. Il reste sous la responsabilité du chef d'établissement scolaire.

L'élève n'est pas pris en compte dans le calcul de l'effectif de l'entreprise. Il ne peut participer aux éventuelles élections professionnelles.

L'élève est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions des articles 5 et 6 de la présente convention.

L'élève est soumis au secret professionnel. Il est tenu d'observer une entière discrétion sur l'ensemble des renseignements qu'il pourra recueillir à l'occasion de ses fonctions ou du fait de sa présence dans l'entreprise. En outre, l'élève s'engage à ne faire figurer dans son rapport de stage aucun renseignement confidentiel concernant l'entreprise.

Article 5 - Gratification

L'élève ne peut prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Toutefois, il peut lui être alloué une gratification. Lorsque la durée de la période de formation en milieu professionnel au sein d'un même organisme d'accueil est supérieure à deux mois consécutifs ou, au cours d'une même année scolaire, à deux mois consécutifs (soit plus de quarante-quatre jours) ou non, la ou les périodes de formation en milieu professionnel font l'objet d'une gratification versée mensuellement. Son montant correspond à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale prévu à l'article D. 242-2-1 du code de la sécurité sociale.

Cette gratification n'a pas le caractère d'un salaire au sens de l'article L. 3221-3 du code du travail.

Lorsque le montant de la gratification dépasse le plafond indiqué ci-dessus, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise d'accueil du stagiaire, conformément aux dispositions du II-A de l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale.

Article 6 - Durée du travail

En ce qui concerne la durée du travail, tous les élèves sont soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale.

Article 7 - Durée et horaires de travail des élèves majeurs

Dans l'hypothèse où l'élève majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaires effectuées pendant la période en milieu professionnel ne pourra excéder les limites indiquées ci-dessus.

En ce qui concerne le travail de nuit, seul l'élève majeur nommément désigné par le chef d'établissement scolaire peut être incorporé à une équipe de nuit.

Article 8 - Durée et horaires de travail des élèves mineurs

La durée de travail de l'élève mineur ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine.

Le repos hebdomadaire de l'élève mineur doit être d'une durée minimale de deux jours consécutifs. La période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche.

Pour chaque période de vingt-quatre heures, la période minimale de repos quotidien est fixée à quatorze heures consécutives pour l'élève mineur de moins de seize ans et à douze heures consécutives pour l'élève mineur de seize à dix-huit ans.

Au-delà de quatre heures et demie de travail quotidien, l'élève mineur doit bénéficier d'une pause d'au moins trente minutes consécutives.

Le travail de nuit est interdit à l'élève mineur de :

- Seize à dix-huit ans entre vingt-deux heures le soir et six heures le matin ;
- Seize ans entre vingt heures et six heures.

Ces dispositions ne peuvent pas faire l'objet d'une dérogation.

Article 9 - Avantages offerts par l'entreprise ou l'organisme d'accueil

Conformément à l'article L.124-13 du code de l'éducation, le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurant prévus à l'article L. 3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L. 3261-2 du même code.

Article 10 - Sécurité – travaux interdits aux mineurs

En application des articles R.4153-38 à R.4153-45, D.4153-2 à D. 4153-4 et D.4153-15 à D. 4153-37 du code du travail, l'élève mineur de quinze ans au moins, peut être affecté aux travaux réglementés après que l'entreprise ait adressé à l'inspecteur du travail une déclaration de dérogation aux travaux interdits aux mineurs.

La déclaration de dérogation doit préciser le secteur d'activité de l'entreprise, les formations professionnelles pour lesquelles elle est établie, les différents lieux de formation, la liste des travaux susceptibles de dérogation et les équipements de travail liés à ces travaux ainsi que la qualité et la fonction de la (ou des) personne(s) compétente(s) pour encadrer le jeune pendant l'exécution des travaux précités, Elle est signée par le chef d'entreprise et adressée à l'inspecteur du travail.

L'élève ne doit utiliser ces machines, produits ou effectuer ces travaux en entreprise qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

Article 11 - Sécurité électrique

L'élève ayant à intervenir, au cours de sa période de formation en milieu professionnel, sur - ou à proximité - des installations et des équipements électriques, doit y être habilité par le chef de l'entreprise d'accueil en fonction de la nature des travaux à effectuer. Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation à la prévention des risques électriques suivie par l'élève en établissement scolaire, préalablement à sa période de formation en milieu professionnel.

L'habilitation est délivrée au vu d'un carnet individuel de formation établi par l'établissement scolaire qui certifie que, pour les niveaux d'habilitation mentionnés, la formation correspondante a été suivie avec succès par l'élève.

Article 12 - Couverture des accidents du travail

En application de l'article L. 412-8 du code de la sécurité sociale, l'élève bénéficie de la législation sur les accidents du travail.

Conformément à l'article R. 412-4 du code de la sécurité sociale, lorsque l'élève est victime d'un accident survenant soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l'obligation de déclaration d'accident incombe à l'entreprise d'accueil. Celle-ci adressera à la CPAM compétente, une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 48 heures suivant l'accident. Pour le calcul de ce délai de 48 heures, les dimanches et jours fériés ne sont pas comptés. L'entreprise fait parvenir, sans délai, une copie de la déclaration au chef d'établissement.

Article 13 - Autorisation d'absence

En cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celles prévues pour les salariés aux articles L. 1225-16 à L. 1225-28, L. 1225-35, L. 1225-37 et L. 1225-46 du code du travail.

Pour les périodes de formation en milieu professionnel dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de six mois, la convention de stage doit prévoir la possibilité de congés et d'autorisations d'absence au bénéfice du stagiaire au cours de la période de formation en milieu professionnel.

Article 14 - Assurance responsabilité civile

Le chef de l'entreprise d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle peut être engagée.

Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée de sa période de formation en milieu professionnel dans l'entreprise ou à l'occasion de la préparation de celle-ci.

Article 15 - Encadrement et suivi de la période de formation en milieu professionnel

Les conditions dans lesquelles l'enseignant-référent de l'établissement et le tuteur dans l'entreprise (ou l'organisme) d'accueil assurent l'encadrement et le suivi du stagiaire figurent dans l'annexe pédagogique jointe à la présente convention.

Article 16 - Suspension et résiliation de la convention de stage

Le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient être rencontrées à l'occasion de la période de formation en milieu professionnel. Le cas échéant, ils prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à résoudre les problèmes d'absentéisme ou de manquement à la discipline. Au besoin, ils étudieront ensemble les modalités de suspension ou de résiliation de la période de formation en milieu professionnel.

Article 17 - Validation de la période de formation en milieu professionnel en cas d'interruption

Lorsque le stagiaire interrompt sa période de formation en milieu professionnel pour un motif lié à la maladie, à un accident, à la grossesse, à la paternité, à l'adoption ou, en accord avec l'établissement, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention à l'initiative de l'organisme d'accueil, l'établissement propose au stagiaire une modalité alternative de validation de sa formation. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin de la période de formation en milieu professionnel ou du stage, en tout ou partie, est également possible.

Article 18 - Attestation de stage

À l'issue de la période de formation en milieu professionnel, le responsable de l'entreprise (ou de l'organisme d'accueil) délivre une attestation en validant par le biais de son cachet et d'une signature conforme à l'attestation type figurant **en annexe** de la présente convention.

Annexe 1 pédagogique

Nom de l'élève :
Nom du tuteur entreprise :
Nom du professeur principal : M. Busson C.

1/ Modalités de la concertation entre les professeurs et le tuteur pour contrôler le déroulement de la période :

- ⇒ Un appel téléphonique quelques jours après le début de la période afin de contrôler la présence de l'élève ;
- ⇒ **Une visite intermédiaire non certificative** en milieu de période par un membre de l'équipe pédagogique afin de rencontrer le tuteur et l'élève ;
- ⇒ **Une visite évaluative** en fin de période par un membre de l'équipe pédagogique d'enseignement professionnel afin de rencontrer le tuteur et l'élève et compléter les grilles d'évaluation du Contrôle en Cours de Formation.

2/ Objectifs et activités prévues lors de la période de formation en milieu professionnel :

Les objectifs pédagogiques et les activités professionnels sont précisés dans le livret de l'élève qu'il doit remettre au tuteur dès son arrivée dans l'entreprise.

3/ Travaux effectués, équipements ou produits utilisés soumis à la procédure de dérogation pour travaux interdits aux mineurs (élèves bénéficiant de la dérogation prévue par le code du travail, cf. article 7 de la convention) :

Tous travaux non concourants à l'activité professionnelle préparée par l'élève ;
L'utilisation de machines dangereuses ne devra se faire qu'avec l'accord et en présence du tuteur de l'entreprise.

4/ Modalités d'évaluation de la période de formation en milieu professionnel, en référence au règlement d'examen du diplôme préparé :

Un exemplaire de grilles d'évaluation de la période est présent dans le livret d'évaluation de l'élève.

Ces grilles devront être signées de façon conjointes par le tuteur de l'entreprise et le professeur d'enseignement professionnel le jour de sa venue pour l'évaluation de fin de PFMP.

5/ Horaires journaliers du stagiaire (sous réserve de modifications liées à l'organisation du travail ou aux intérêts pédagogiques et après accord de l'établissement scolaire et de la famille, dans le respect du Code du Travail et du Code de l'Éducation)

	Matin		Midi		Soir	
Lundi	De	à	De	à	De	à
Mardi	De	à	De	à	De	à
Mercredi	De	à	De	à	De	à
Jeudi	De	à	De	à	De	à
Vendredi	De	à	De	à	De	à
Samedi	De	à	De	à	De	à

Rappel : 35 h/semaine, 2 jours de repos consécutifs dimanche compris
Travail de nuit interdit entre 20h et 6h pour les élèves de moins de 16 ans
Travail de nuit interdit entre 22h et 6 h pour les élèves entre 16 et 18 ans.

6/ Assurances :

Pour l'établissement scolaire	
Nom de l'assureur : MAÏF	N° du contrat : 13 65 647 H
Pour l'entreprise	
Nom de l'assureur :	N° de contrat :

Annexe 2 financière

Pour aider l'établissement à mieux gérer ses frais d'organisation des périodes de formation en milieu professionnel, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir compléter le questionnaire ci-dessous et le retourner avec la convention signée.

L'entreprise d'accueil participe-t-elle aux frais occasionnés par l'élève pendant la période de formation en milieu professionnel ?

Oui

Non

Si oui :

Frais de restauration :

Soit par repas :

Frais de transport :

Soit par jour :

Frais d'hébergement :

Soit par nuit :

Lu et approuvé

En date du : .../.../2022 ou 2023

Le responsable légal de l'élève

L'élève

Le responsable de l'entreprise d'accueil

Cachet de l'entreprise

Le professeur principal

Le DDFPT
S/C du Provisieur

NB : Lorsque la convention est complétée et signée, une copie est remise à l'entreprise et à l'élève. La convention originale est archivée dans l'établissement scolaire.

Annexe 3

Attestation de Période de Formation en Milieu Professionnel

Conformément à l'article D. 124-9 du code de l'éducation, une attestation de stage est délivrée par l'organisme d'accueil à tout élève.

Ce document doit être complété et signé le dernier jour de la période de formation en milieu professionnel par un responsable autorisé de l'entreprise d'accueil et remis au stagiaire.

L'ENTREPRISE (OU L'ORGANISME D'ACCUEIL)	
NOM	[.....]
Adresse :	[.....]
N° d'immatriculation de l'entreprise :	[.....]
Représenté(e) par :	[.....] Fonction : [.....]

Atteste que l'élève désigné ci-dessous :

NOM Prénom	[.....]
Classe :	[THR CSR]
Date de naissance :	[.....]

Scolarisé dans l'établissement ci-après :



LYCÉE DES MÉTIERS DU MARQUENTERRE
 2 Rue du marais – BP 40029
 80120 RUE
 ☎ 03.22.25.34.34
 📠 03.22.25.04.88
 @ ce.0801739f@ac-amiens.fr

Représenté par M. OBLIN, en qualité de Chef d'établissement

a effectué une période de formation en milieu professionnel dans notre entreprise ou organisme
 du [.....] au [.....] soit une durée effective totale de 4 semaines.
 Fait à [.....] le [.....]

Signature et cachet de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil

Annexe 4

CHARTE DE COLLECTE ET D'UTILISATION DES DONNÉES D'UNE ENTREPRISE ACCUEILLANT DES STAGIAIRES

Madame, monsieur,

Dans le cadre de la numérisation des livrets d'évaluation des Périodes de Formation en Milieux Professionnels (PFMP) de nos élèves, il nous est important de collecter numériquement le tampon de l'entreprise ainsi que les signatures des tuteurs de PFMP. Pour ce faire, vous retrouverez dans cette charte les différents points légaux concernant l'utilisation, la protection et la modification des éléments transmis :

1. Conservation des données

Les données collectées sont stockées sur une base de données interne à l'établissement scolaire. Celle-ci est sécurisée par un mot de passe et un identifiant propre à chaque membre de l'éducation nationale et n'est accessible que par le personnel de l'établissement scolaire ou l'élève effectue sa scolarité pour le stage en entreprise.

2. Reproduction

Les données saisies dans cette charte resteront dans l'établissement et ne seront transmises aux services du rectorat que dans le cas où un litige interviendrait entre l'élève (ou sa famille) et l'éducation nationale.

3. Utilisation et stockage

Les données saisies ne servent qu'à titre pédagogique et non commerciale, à savoir uniquement pour la validation de la période de formation en entreprise de l'élève et en aucun cas utilisées pour d'autres motifs que celui cité précédemment. Le livret numérique de l'élève est conservé pendant une durée de 3 ans après l'obtention de l'examen de l'élève.

4. Droit d'opposition, de suppression ou de modification des données

À tout moment, et selon la législation en vigueur, vous pouvez exercer un droit d'opposition, de suppression ou de modification des données collectées. Pour ce faire, il vous suffit de prendre contact avec l'établissement scolaire concerné et d'en faire la demande auprès du Directeur Délégué à la Formation Professionnelle et Technique (DDFPT).

Fait à, le/..../2022

Signature du chef d'entreprise	Tampon de l'entreprise d'accueil
Signature du chef d'établissement scolaire	
Signature du tuteur de l'élève (Présent lors de la visite de contrôle de l'enseignant)	